



MIGRATION ET GOUVERNANCE AU NIGER :

UN TOURNANT CRITIQUE

Migration et gouvernance au Niger : un tournant critique.

Copyright © 2020 International Republican Institute. Tous droits réservés.

Permission : aucune partie de ce travail ne peut être reproduite sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement, ou par tout système de stockage et de récupération d'informations sans l'autorisation écrite de l'Institut Républicain International.

Les demandes d'autorisation doivent inclure les informations suivantes :

- Le titre du document pour lequel l'autorisation de copier du matériel est souhaitée.
- Une description du matériel pour lequel la permission de copier est souhaitée.
- Le but pour lequel le matériel copié sera utilisé et la manière dont il sera utilisé.
- Votre nom, titre, nom de l'entreprise ou de l'organisation, numéro de téléphone, numéro de fax, adresse e-mail, et adresse postale.

Veillez envoyer toute demande d'autorisation à :

Service des Relations publiques

Institut Républicain International

1225, Eye Street NW, Suite 800

Washington, D.C. 20005, États-Unis d'Amérique

info@iri.org

Image de couverture

Contributeur : mediacolor's / Alamy Stock Photo.

Description : Expédition à travers la chaîne de montagnes du désert du Sahara, au Niger.

Remerciements

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien de la National Endowment for Democracy (NED).

Avertissement

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de la NED ou de Institut Républicain International.

**MIGRATION ET
GOUVERNANCE AU NIGER :
UN TOURNANT CRITIQUE**

by Institut Républicain International
IRI.org
@IRI_Polls

© Tous droits réservés

RÉSUMÉ

Approche

- L'Institut Républicain International (IRI) a conçu et conduit une série d'entretiens avec 20 citoyens à Agadez, Matamey, Say, Tillabéri, Filingué, Tahoua, et Niamey au Niger afin de mieux comprendre comment le phénomène migratoire affecte la représentation politique et la gouvernance. Les personnes interrogées comprenaient des migrants de retour et des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.
- Comme cela est courant dans la recherche qualitative, les opinions évoquées et les réponses fournies durant ces entretiens ne reflètent pas nécessairement les opinions de tous les migrants de retour nigériens ni celles des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.

Conclusions

- Les privations économiques, l'insécurité climatique, et les normes sociétales - y compris la pression et les attentes exercées sur les individus pour qu'ils migrent afin d'améliorer leur situation économique - sont parmi les principales raisons pour lesquelles les personnes interrogées ont décidé de migrer.
- Au cœur de la situation économique difficile du Niger se trouvent l'instabilité politique et les bouleversements qui affligent le pays depuis des décennies. Bien que la pauvreté et l'insécurité des ressources soient motivées en partie par des facteurs environnementaux et démographiques, elles sont exacerbées par des problèmes de gouvernance tels que les faibles moyens de l'État, les inégalités économiques, et la corruption. En tant que tels, les problèmes de gouvernance et les migrations économiques sont inextricablement liés, et une gouvernance défailante continuera de menacer le progrès socio-économique.
- À la suite de l'adoption de la loi n° 2015-36 relative au trafic illicite des migrants, qui a mis fin à de nombreux services de transport et autres services auparavant légaux sur lesquels les migrants comptaient, les migrations sont de plus en plus marquées par des dangers croissants, des violations des droits de l'Homme, et par un caractère illégal. Les migrants de retour ont vécu ou été les témoins d'expériences traumatisantes d'enlèvement, d'agression, et de traite des êtres humains au cours de leur voyage.
- Le soutien populaire aux institutions démocratiques est élevé au Niger, mais les performances du gouvernement demeurent insuffisantes en matière de fourniture de services de base et de gestion des migrations. Les migrants de retour ont mentionné le fait que les autorités nationales et locales ne s'impliquent que rarement ou ne prennent que rarement en compte les opinions des citoyens, sans parler de celles des populations marginalisées telles que les jeunes, les femmes, et les migrants.
- Les politiques et les programmes qui ne tiennent compte ni de la gouvernance locale, ni de la dynamique politique peuvent non seulement échouer à s'attaquer aux causes profondes du phénomène migratoire, mais également accentuer lesdites causes par inadvertance.

RECOMMANDATIONS

Recommandation 1 : Les bailleurs de fonds internationaux, les autorités nationales et locales nigériennes, et les acteurs de la société civile devraient accorder la priorité à des programmes de gouvernance adaptés pour résoudre les problèmes d'exclusion politique. Cela comprend l'amélioration de la consultation directe des citoyens, en particulier au niveau local, dans la prise de décision afin de mieux comprendre les besoins des jeunes, des migrants de retour, et des autres populations marginalisées.

Recommandation 2 : Les politiciens – et en particulier les candidats aux élections générales de 2020 – devraient intégrer les questions de migration et la perspective spécifique des migrants de retour dans leurs programmes afin de favoriser l'inclusion politique et de lutter contre l'irrégularité croissante des migrations.

Recommandation 3 : Les acteurs de la société civile devraient amplifier les voix des populations marginalisées et des migrants de retour à travers les médias numériques et traditionnels afin de permettre à ces individus de plaider en faveur de leurs besoins, de changer l'opinion publique, et de les aider dans leur réintégration socio-politique. Cela devrait inclure des mesures de confiance visant à améliorer la communication entre les migrants de retour et les autorités locales.

Recommandation 4 : Les acteurs internationaux et locaux de la société civile devraient doter les autorités locales de compétences en formulation de politiques pour répondre aux besoins uniques d'une population mobile – y compris les migrants et leurs relations familiales et sociales.

Recommandation 5 : Les acteurs de la société civile devraient travailler aux côtés des dirigeants communautaires dans le but de soutenir les projets de cohésion sociale menés localement et la réintégration socio-politique des migrants de retour.

Recommandation 6 : Le gouvernement nigérien devrait faciliter un processus de révision participative de la loi n° 2015-36 relative au trafic illicite de migrants et solliciter la participation de migrants et autres parties prenantes locales afin d'en informer d'éventuelles réformes ou amendements.

Recommandation 7 : Les politiques et programmes de migration devraient tenir compte du déséquilibre de genre dans les tendances migratoires et de la stigmatisation spécifique à laquelle font face les femmes migrantes.

INTRODUCTION

Le Niger est au cœur d'un « arc d'instabilité » qui couvre la région entière du Sahel.¹ Malgré son voisinage instable, le Niger a démontré une certaine résilience à l'extrémisme violent et aux conflits qui affectent les pays limitrophes, alors même que deux vagues d'insurrection distinctes ont traversé les frontières et conduit à des déplacements de population considérables au Niger.

La stabilité relative et la situation géostratégique du Niger ont contribué à son émergence comme un allié stratégique des États-Unis d'Amérique dans les efforts de la lutte contre le terrorisme, de promotion de la stabilité, et de gestion des migrations dans la région.² Néanmoins, la dynamique géopolitique, économique, et démographique qui se profile – y compris la croissance rapide de la population du pays, les réseaux illicites, et la traite des êtres humains – pourrait créer une plus grande instabilité et saper les perspectives de développement du pays.

Situées au carrefour des routes migratoires, les étendues arides du Niger servent de plaque tournante aux migrants ouest-africains depuis des décennies. Les Nigériens ont historiquement migré comme moyen de faire face à des circonstances économiques difficiles, en particulier pour chercher un emploi pendant la longue saison sèche du pays. Les tendances migratoires plus récentes, cependant, sont caractérisées par une incertitude et un péril croissants, les migrants étant soumis à la violence, aux agressions, et à la traite, le tout dans des conditions de voyage difficiles et sur des routes dangereuses, en particulier à la suite de l'adoption de la loi susmentionnée. Ces dynamiques précaires ont le potentiel de propulser davantage le Niger vers la fragilité, d'autant plus que les conflits violents dans la région se détériorent et se propagent dans le pays.

■ La stabilité relative et la situation géostratégique du Niger ont contribué à son émergence comme un allié stratégique des États-Unis d'Amérique dans les efforts de la lutte contre le terrorisme, de promotion de la stabilité, et de gestion des migrations dans la région.

¹ "Militancy and the Arc of Instability." *Center for Strategic and International Studies*, 6 June 2018, www.csis.org/analysis/militancy-and-arc-instability.

² Elischer, Sebastian, and Lisa Mueller. "Niger's Protests Are Ramping Up. Here's Why." *Monkey Cage*, *The Washington Post*, 26 Mar. 2018, www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2018/03/26/nigers-protests-are-ramping-up-heres-why/; "U.S. Relations with Niger." *U.S. Department of State*, www.state.gov/u-s-relations-with-niger/.

Bien que les migrations en provenance du continent africain vers l'Europe soient bien documentées³, les problèmes de politiques et de gouvernance très localisés qui continuent de stimuler les migrations intra-africaines ont reçu peu d'attention. Étant donné que l'instabilité politique et l'exclusion contribuent aux migrations forcées⁴, la prise en compte d'une gouvernance locale complexe et des dynamiques politiques est essentielle à la gestion du phénomène migratoire. Les politiques et programmes qui ne tiennent pas compte de ces dynamiques locales peuvent non seulement échouer à s'attaquer aux causes profondes du phénomène migratoire, mais également accentuer ces causes par inadvertance.⁵

Le danger croissant et le caractère irrégulier des migrations⁶ dans le pays nécessitent une réponse globale qui implique une meilleure gestion des migrations et un effort concerté pour améliorer la gouvernance démocratique afin de garantir la stabilité du Niger.

Il est essentiel de comprendre l'interaction entre les dynamiques structurelles telles que les difficultés économiques, la violence, et une gouvernance défaillante et l'action individuelle pour développer des réponses de gouvernance efficaces au phénomène migratoire. Des facteurs tels que les moyens et la possibilité de partir ; la perception du candidat au départ des perspectives économiques et des conditions de vie à l'étranger ; et la présence de réseaux de soutien à l'étranger jouent un rôle crucial dans l'élaboration des réponses. Une attention suffisante portée à ces dynamiques, souvent négligées, est cruciale lors de l'élaboration de réponses aux migrations, à la réintégration, et aux défis de gouvernance qui les animent.

■ Il est essentiel de comprendre l'interaction entre les dynamiques structurelles telles que les difficultés économiques, la violence, et une gouvernance défaillante et l'action individuelle pour développer des réponses de gouvernance efficaces au phénomène migratoire.

³ Hernández-Carretero, María, and Jørgen Carling. "Beyond Kamikaze Migrants: Risk Taking in West African Boat Migration to Europe." *Human Organization*, vol. 71, no. 4, Winter 2012, pp. 407-416; Flahaux, Marie-Laurence, and Hein De Haas. "African Migration: Trends, Patterns, Drivers." *Comparative Migration Studies*, vol. 4, no. 1, 2016, p. 1; De Haas, Hein. "The Myth of Invasion: The Inconvenient Realities of African Migration to Europe." *Third World Quarterly*, vol. 29, no. 7, 2008, pp. 1305-1322; Kohnert, Dirk. "African Migration to Europe: Obscured Responsibilities and Common Misconceptions," 2007; Schapendonk, Joris. "Moving and Mediating: A Mobile View on Sub-Saharan African Migration towards Europe." *Journal of Retailing and Consumer Services*, Jan. 2009; Hahn, Hans Peter, and Georg Klute, eds., *Cultures of Migration: African Perspectives*, vol. 32, LIT Verlag Münster, 2007.

⁴ Molenaar, Fransje, and Floor El Kamouni-Janssen. *Turning the Tide: The Politics of Irregular Migration in the Sahel and Libya*. Netherlands Institute of International Relations (Clingendael), Feb. 2017, www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/turning_the_tide.pdf. La citation dans le texte est de Raleigh, Clionadh, "The Search for Safety: The Effects of Conflict, Poverty and Ecological Influences on Migration in the Developing World," *Global Environmental Change*, 21 Dec. 2011, p. 84; Davenport, Christian, et al. "Sometimes You Just Have to Leave: Domestic Threats and Forced Migration." *International Interactions*, vol. 29, no. 1, 2003, pp. 27-55; Moore, Will H., and Stephen M. Shellman. "Fear of Persecution: Forced Migration, 1952-1995." *Journal of Conflict Resolution*, vol. 48, no. 5, Oct. 2004, pp. 723-745; Hatton, Timothy J., and Jeffrey G. Williamson. "Demographic and Economic Pressure on Emigration Out of Africa," *Scandinavian Journal of Economics*, vol. 105, no. 3, Sept. 2003, pp. 465-486.

⁵ Molenaar and El Kamouni-Janssen. *Turning the Tide*.

⁶ Selon la définition de l'Organisation internationale pour les migrations, « migration irrégulière » fait référence au « mouvement de personnes qui se déroule en dehors des lois, règlements, ou accords internationaux régissant l'entrée ou la sortie de l'État d'origine, de transit, ou de destination ». Voir « Termes clés de migration ». IOM, www.iom.int/key-migration-terms. Consulté le 23 septembre 2019.

Approche de l'IRI vis-à-vis de la question migratoire

Les flux migratoires sans précédent sont l'un des défis les plus urgents auxquels le monde est confronté aujourd'hui – contribuant à accentuer la pression sur les ressources et l'instabilité politique et à présenter de graves problèmes de sécurité. Les gouvernements du monde entier ont du mal à assurer la sécurité, les services de base, et les ressources juridiques aux nouveaux arrivants, ce alors que ces gouvernements font face aux problèmes connexes tels que la traite des êtres humains et le trafic de drogue, l'extrémisme et la criminalité transnationale, et l'instabilité politique qui résulte d'un afflux important de migrants.

L'IRI aborde le déplacement et la migration sous l'angle de la démocratie, des droits de l'Homme, et de la gouvernance. Reconnaisant le fait que la migration forcée est à la fois un moteur et le résultat de l'instabilité, il est essentiel que les gouvernements et les acteurs politiques – en collaboration avec les dirigeants des communautés locales – comprennent les perspectives et les besoins des réfugiés, des migrants, et des citoyens afin de renforcer les sociétés démocratiques et créer un avenir plus stable et plus prospère.

L'IRI déploie la vaste expertise de l'Institut dans la conception et la mise en œuvre de programmes de bonne gouvernance pour relever et atténuer les défis posés par la migration, en mettant l'accent sur trois éléments clés : la recherche, la coordination, et la connexion. L'IRI utilise des recherches qualitatives et quantitatives pour fournir des informations et des analyses objectives afin de mieux informer les réponses des autorités nationales et locales et aider l'Institut à affiner et améliorer continuellement ses programmes de lutte contre la migration. L'Institut se coordonne avec les principales parties prenantes pour les soutenir dans la planification stratégique et l'allocation des ressources en réponse aux crises migratoires – leur permettant de trouver un

■ L'IRI associe les migrants aux autorités locales et à la société civile pour répondre et comprendre leurs besoins afin de favoriser la cohésion sociale et le respect de l'État de droit.

équilibre entre les défis humanitaires urgents et les besoins de leurs propres populations, dans le respect de l'État de droit. L'IRI associe les migrants aux autorités locales et à la société civile pour répondre et comprendre leurs besoins afin de favoriser la cohésion sociale et le respect de l'État de droit.

Le but de ce rapport est de comprendre l'intersection entre la migration, la gouvernance, et la représentation politique. L'IRI a engagé deux représentants de jeunes basés à Tillabéri pour mener 20 entretiens (15 hommes, cinq femmes) à Agadez, Matamey, Say, Tillabéri, Filingué, Tahoua, et Niamey, Niger. L'IRI a mené des recherches supplémentaires pour assurer une compréhension globale du sujet. Tout au long du rapport, l'IRI associe les expériences des migrants, exprimées par leurs propres mots, à un examen des tendances récentes en matière de migration et de gouvernance.

Défis économiques, sécuritaires, et de gouvernance

Le Niger est l'un des pays les moins avancés du monde⁷, et il lutte contre l'extrême pauvreté, des taux élevés d'analphabétisme, une population en plein essor, et des risques importants de sécheresses et d'inondations récurrentes. Malgré l'amélioration de l'espérance de vie, des années de scolarité moyennes et attendues, et du revenu

⁷ "Niger." *Human Development Reports, UNDP*, hdr.undp.org/en/countries/profiles/NER

■ **Le Niger fait face à plusieurs obstacles de gouvernance à son développement démocratique, notamment le manque de ressources, le communautarisme, l'impunité, les faibles ressources de l'État, et la corruption.**

national brut (RNB) par habitant depuis 1990, le Niger se classe 189^{ème} sur 189 selon l'indice de développement humain⁸. La population locale est confrontée à de graves difficultés économiques, avec un taux de pauvreté de 44,1% et un revenu national brut par habitant de 380 dollars.⁹

Entourée de voisins agités, la violence, les conflits, et l'extrémisme ont augmenté au cours des cinq dernières années¹⁰, en particulier le long des frontières avec le Mali, la Libye, et le Nigéria. En janvier 2020, des djihadistes présumés ont tué 89 membres des forces de sécurité nigériennes dans la ville occidentale de Chinagodrar, à la frontière malienne¹¹. Cette attaque a été l'une des plus récentes d'une série d'attaques dans la région et l'une des plus meurtrières depuis des années¹². Boko Haram est devenu plus actif dans la région de Diffa, menant des attaques mortelles contre des camps de réfugiés. Les tensions intercommunautaires de longue date entre les éleveurs et les agriculteurs

sédentaires sont exacerbées par une concurrence croissante sur les ressources et offrent des divisions facilement exploitables pour Boko Haram et d'autres groupes armés transnationaux¹³.

Le Niger fait face à plusieurs obstacles de gouvernance à son développement démocratique, notamment le manque de ressources, le communautarisme, l'impunité, les faibles ressources de l'État, et la corruption. Après plusieurs coups d'État militaires, le pays est revenu à un système démocratique en 2011 et travaille maintenant à consolider les acquis démocratiques. Cependant, des impasses politiques persistantes, la crise migratoire actuelle, et l'aggravation de la situation sécuritaire, qui a parfois servi de prétexte à la restriction des droits de l'Homme et de l'espace civique, restent des défis¹⁴.

L'intégrité de l'État nigérien est compromise par sa dépendance à l'égard d'accords politiques entre des acteurs gouvernementaux, transnationaux, et locaux tels que les groupes armés et les anciens rebelles, et d'autres acteurs non étatiques¹⁵. Le Niger est pris dans des cycles de bouleversements politiques depuis des décennies, qui ont considérablement entravé son développement socio-économique.

Cependant, par rapport à d'autres pays de la région, le Niger a fait des progrès significatifs vers la décentralisation ainsi que dans la gestion de l'insurrection touareg et l'intégration réussie dans le gouvernement d'anciens groupes rebelles. Malgré son succès relatif, le processus de décentralisation est encore un travail en cours. Depuis le début

⁸ "Inequalities in Human Development in the 21st Century." *Human Development Report 2019*, UNDP, 2019, hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/NER.pdf.

⁹ "The World Bank in Niger: Overview." *World Bank*, www.worldbank.org/en/country/niger/overview#1

¹⁰ "Niger — Conflict Data." *Humanitarian Data Exchange*, data.humdata.org/dataset/acled-data-for-niger.

¹¹ Aksar, Moussa. "Niger Army Base Attack Death Toll Rises to at Least 89: Security Sources." *Reuters*, Thomson Reuters, 11 Jan. 2020, www.reuters.com/article/us-niger-security/niger-army-base-attack-death-toll-rises-to-at-least-89-security-sources-idUSKBN1ZA0TH

¹² Aksar. "Niger Army Base Attack Death Toll Rises to at Least 89: Security Sources."

¹³ Gueret, Tristan. "Niger and the Fight against Violent Extremism in the Sahel." *RUSI*, 13 Apr. 2017, rusi.org/commentary/niger-and-fight-against-violent-extremism-sahel.

¹⁴ "Niger 2017/2018." *Amnesty International*, 2018, www.amnesty.org/en/countries/africa/niger/report-niger/. Selon le Département d'État américain "Selon certaines informations, le gouvernement et ses agents auraient commis des homicides arbitraires ou illégaux. Par exemple, les forces armées ont été accusées d'exécuter parfois des personnes qui se battaient avec des groupes extrémistes dans les régions de Diffa et de Tillabéri plutôt que de les maintenir en détention." Voir "Niger." *2018 Country Reports on Human Rights Practices*. U.S. Department of State, 2018, www.state.gov/reports/2018-country-reports-on-human-rights-practices/niger/.

¹⁵ Molenaar and El Kamouni-Janssen. "Introduction." *Turning the Tide*

de ce processus au milieu des années 1990, le système de décentralisation à deux niveaux vise à améliorer la prestation de services, la sécurité, et la participation politique¹⁶. Cependant, la décentralisation s'est heurtée à des obstacles importants dans sa mise en œuvre en raison d'un manque de ressources, de l'inefficacité, et de la corruption. En outre, les politiques, priorités, et ressources du gouvernement ne reflètent souvent pas les besoins des communautés locales.

Malgré les performances limitées du gouvernement et le développement démocratique, les sondages indiquent un degré élevé du sentiment pro-démocratique au Niger¹⁷. Selon un sondage Afrobaromètre 2016/2018, 69% des personnes interrogées ont déclaré préférer la démocratie à toute autre forme de gouvernement¹⁸. Selon leur sondage de 2015/2016, 74% des personnes interrogées font confiance aux conseillers municipaux et 73% beaucoup ou quelque peu confiance au Parlement¹⁹. Une autre tendance prometteuse dans la trajectoire démocratique du Niger est la reconnaissance par le président Mahamadou Issoufou de la limite constitutionnelle de deux mandats. En forte contradiction avec les dirigeants du Tchad et du Cameroun voisins, le président Issoufou prévoit de se retirer à l'expiration de son mandat en 2021. Si cela se passe comme prévu, ce sera une transition de pouvoir sans précédent dans l'histoire du Niger²⁰.

Tendances migratoires récentes au Niger

L'Afrique de l'Ouest représente la plus grande source de migrants en Afrique, avec 8,4 millions

■ **Situé stratégiquement dans la région, le Niger est un point de départ pour de nombreux migrants et demandeurs d'asile d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale qui cherchent à échapper à la violence ou à améliorer leur bien-être économique en Afrique du Nord et en Europe.**

de personnes se déplaçant à l'intérieur de leur pays, de la région, ou du monde²¹. La migration transsaharienne a un héritage historique profond dans la région, conséquence de ses défis économiques et climatiques persistants. Malgré la nature conventionnelle de la migration, ce n'est que récemment que la migration irrégulière – mouvement en dehors des lois, règlements, ou accords internationaux²² – a augmenté de manière significative, selon l'Organisation internationale pour les migrations²³. Bien que d'autres facteurs soient sans aucun doute en jeu au Niger en particulier, il convient, pour retracer les origines de ce pic, tenir compte de deux développements clés: la chute du régime de Mouammar Kadhafi et l'adoption ultérieure par le gouvernement nigérien de la loi relative au trafic illicite de migrants citée précédemment.

¹⁶ "Niger: Unitary Country." *United Cities and Local Governments*, Oct. 2016, www.uclg-localfinance.org/sites/default/files/NIGER-AFRICA-V3.pdf.

¹⁷ Ces chiffres doivent cependant être lus avec prudence. Il est inhabituel pour un État qui n'est pas en mesure de respecter son contrat social de jouir d'une approbation élevée pour la démocratie. Une explication possible de ces chiffres peut être la valeur ambitieuse de la démocratie, c'est-à-dire que pour une population qui a connu un certain nombre de gouvernements autoritaires, la démocratie pourrait être une préférence déclarée, même comme alternative imparfaite. Une autre explication possible peut être que l'héritage du régime autoritaire est toujours intact, ce qui rend les gens craintifs de représailles tout en répondant à des questions politiquement sensibles.

¹⁸ « La plupart des Africains veulent toujours la démocratie, mais moins d'un sur six se qualifie de « démocrate insatisfait ». *Afrobarometer*, 26 Feb. 2019, afrobarometer.org/press/support-democracy-stays-strong-africa-dissatisfied-democrats-who-will-safeguard-its-future-are-few.

¹⁹ Ibid.

²⁰ "Niger President Mahamadou Issoufou Rules Out Bid for Third Term." *Africanews*, 2 Apr. 2017, www.africanews.com/2017/04/02/niger-president-mahamadou-issoufou-rules-out-bid-for-third-term/.

²¹ "West and Central Africa." *International Organization for Migration*, 7 May 2015, www.iom.int/west-and-central-africa.

²² "Key Migration Terms." *International Organization for Migration*, 23 Sept. 2019, www.iom.int/key-migration-terms.

²³ "West and Central Africa." *International Organization for Migration*.

Pendant des décennies, la migration a été un phénomène régulier au Niger, avec des personnes se déplaçant vers, à travers, et depuis le pays. Situé stratégiquement dans la région, le Niger est un point de départ pour de nombreux migrants et demandeurs d'asile d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale qui cherchent à échapper à la violence ou à la persécution ou à améliorer leur bien-être économique en Afrique du Nord et en Europe. Le flux migratoire régulier s'est accéléré après la chute en 2011 du régime libyen, qui servait de gardien entre l'Afrique subsaharienne et l'Europe. Ce mouvement a atteint son apogée en 2015-2016, lorsque 330.000 personnes²⁴ environ ont voyagé vers le nord à travers le Niger, dont 170.000 à travers la ville d'Agadez²⁵. Ces mouvements à travers le pays sont devenus une aubaine économique pour les communautés situées le long des routes migratoires : les économies locales ont prospéré et la migration était autrefois la principale source de revenus à Agadez²⁶.

Préoccupée par le nombre croissant de migrants africains en Europe, l'Union européenne (UE) a incité le Niger (ainsi que la Libye) à endiguer les flux de migrants et promis une aide importante en retour²⁷. En réponse à cette pression, le gouvernement nigérien a adopté une loi relative au trafic illicite de migrants (2015-36)²⁸, qui a criminalisé de nombreuses entreprises auparavant légitimes associées à la migration, y compris les gestionnaires de « ghettos » de migrants ; ordonné la confiscation de véhicules et l'arrestation

d'individus ayant conduit des migrants à travers le Sahara (dont la plupart opéraient conformément aux lois locales²⁹) ; et imposé des restrictions majeures pour dissuader les migrations ouvertes et légales. Dans la pratique, cette loi représente une interdiction de fait des migrations au nord d'Agadez, selon le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'Homme des migrants, «... en violation du principe de libre circulation de la CEDEAO [Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest] ressortissants de la région³⁰ ».

Bien que ces mesures aient semblé atteindre les objectifs de l'UE de diminution des flux migratoires à travers le Niger – lesquels sont passés de 333.891 en 2016 à 43.380 en 2018³¹ – elles ont eu des conséquences inattendues, notamment un impact économique négatif profond, ainsi qu'une augmentation des migrations irrégulières³². La loi relative au trafic illicite de migrants a « poussé les migrants dans la clandestinité, ce qui les rend plus vulnérables aux abus et aux violations des droits de l'Homme », selon le Rapporteur spécial³³. Les individus qui cherchent à migrer recourent alors à des moyens plus dangereux, coûteux, et illégaux. L'économie locale le long des routes migratoires – comme les magasins précédemment fréquentés par les migrants – a été gravement endommagée. Des milliers de conducteurs sont sans emploi et seul un petit nombre bénéficie de programmes de réintégration parrainés par l'UE.

²⁴ Ruhfus, Juliana. "Niger: Europe Migration." *Al Jazeera*, 10 Jan. 2019, www.aljazeera.com/programmes/peopleandpower/2019/01/niger-europe-migration-190110051916545.html.

²⁵ Destrijcker, Lucas. "Welcome to Agadez, Smuggling Capital of Africa." *POLITICO*, 22 nov. 2016, www.politico.eu/article/the-smuggling-capital-of-africa-agadez-niger/.

²⁶ Carayol, Rémi. "What Happened When the EU Moved Its Fight to Stop Migration to Niger." *The Nation*, 5 July 2019, www.thenation.com/article/niger-agadez-migration/.

²⁷ "EU, African Leaders Back New Plan over Migrant Crisis." *Al Jazeera*, 28 Aug. 2017, www.aljazeera.com/news/2017/08/eu-african-leaders-plan-migrant-crisis-170828193540666.html.

²⁸ Republic of Niger. "Statement on Illegal Migrants." *United Nations Office on Drugs and Crime*, 26 May 2015, sherloc.unodc.org/res/cld/document/ner/2015/loi-relative_au_trafic_illicite_de_migrants.html/Loi_N2015-36_relative_au_trafic_illicite_de_migrants.pdf.

²⁹ Republic of Niger. "Statement on Illegal Migrants." *United Nations Office on Drugs and Crime*, 26 May 2015, sherloc.unodc.org/res/cld/document/ner/2015/loi-relative_au_trafic_illicite_de_migrants.html/Loi_N2015-36_relative_au_trafic_illicite_de_migrants.pdf.

³⁰ Ruhfus. "Niger: Europe Migration."

³¹ "Niger: Human Rights Protection Must Be Central to Migration Policies, Says Expert." *OHCHR*, 11 Oct. 2018, www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23709&LangID=E.

³² Selon les données fournies par l'OIM lors de la visite du rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'Homme des migrants et basées sur le suivi des tendances collectées à Arlit et Séguédine. Voir Zandonini, Giacomo. "The Monday That Changed Migration in Niger." *Open Migration*, 22 May 2018, openmigration.org/en/analyses/the-monday-that-changed-migration-in-niger/; *Visit to the Niger – Report of the Special Rapporteur on the Human Rights of Migrants, UN*, 16 May 2019, documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G19/140/43/PDF/G1914043.pdf?OpenElement.

³³ Zandonini. "The Monday That Changed Migration in Niger."

³⁴ "End of Mission Statement of the UN Special Rapporteur on the Human Rights of Migrants, Felipe González Morales, on His Visit to Niger (1-8 October 2018)." *OHCHR*, www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23698&LangID=E

« [Le gouvernement aurait pu empêcher la migration irrégulière] en assum[ant] ses responsabilités en [créant pour nous des solutions alternatives] pour avoir des occupations, des emplois, et aussi nous sensibiliser sur les risques de l'immigration irrégulière ».

- Un migrant de retour de Filingué

Restant avec peu d'autres possibilités d'emploi, les jeunes hommes précédemment employés comme transporteurs sont désormais plus vulnérables aux efforts de recrutement des trafiquants d'êtres humains ou de drogue, voire des groupes extrémistes violents³⁴. Un migrant de retour de Niamey a relaté le danger dans sa communauté parce que les passeurs sont de plus en plus violents: « Je ne me sens pas totalement en sécurité parce que, ces derniers temps, soit des bandits vous poignent dans la rue pour prendre vos biens, soit ils vous attaquent à la maison ».

Un autre individu, représentant d'une organisation non gouvernementale (ONG) se concentrant sur l'intégration des passeurs, a noté:

« Nous sommes d'anciens passeurs, avant nous exercions dans la légalité et nous avions même des papiers pour exercer dans les règles. L'État a mis en place cette loi 036 et

nous a empêchés de travailler à nouveau sans nous consulter au préalable. Nous sommes considérés comme des criminels alors que nous ne le sommes pas. (...) Avant la loi 036, après le tourisme, la migration était la principale source [de revenus] d'Agadez. »

Quand vous prenez qui prévaut actuellement à Agadez, c'est une bombe à retardement(...). Par exemple, quand on fait le tour dans les prisons d'Agadez, elles sont remplies [d']anciens passeurs qui aujourd'hui n'ont plus de perspectives. (...). Mais compte tenu de leurs revenus financiers élevés face à ce obtenus aujourd'hui [à la] suite [de] leur reconversion, beaucoup n'arrivent pas à s'en sortir et deviennent des coupeurs de routes ».

Perspectives des migrants de retour vis-à-vis des migrations

En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, la migration est provoquée par un large éventail de facteurs interdépendants, notamment des circonstances environnementales et économiques de plus en plus difficiles, la recherche par les familles d'une réunion avec leurs proches ayant migré, ainsi que la violence et les persécutions.³⁵ Du plus au moins fréquemment, les Nigériens migrent le plus souvent (ou sont déplacés de force) vers le Nigéria, la Libye, le Burkina Faso, le Mali, l'Algérie³⁶, ou à l'intérieur du pays (voir figure 1).³⁷ En tant que pays d'origine, la situation économique difficile du Niger a entraîné des sorties constantes pendant plus d'un demi-siècle et la migration saisonnière est une norme de société.³⁸ De nombreuses personnes interrogées ont qualifié les difficultés économiques comme facteur de leur migration. Par exemple, un migrant de retour de Filingué a déclaré: « ce qui m'a poussé à quitter est que je pensais gagner plus d'argent en Libye avec

³⁴ Taub, Ben. "The Desperate Journey of a Trafficked Girl." *The New Yorker*, 10 April 2017, www.newyorker.com/magazine/2017/04/10/the-desperate-journey-of-a-trafficked-girl. This journalist reported that every smuggler that he met "expressed concern that the crackdown in Agadez would leave local young men vulnerable to recruitment by jihadi groups."

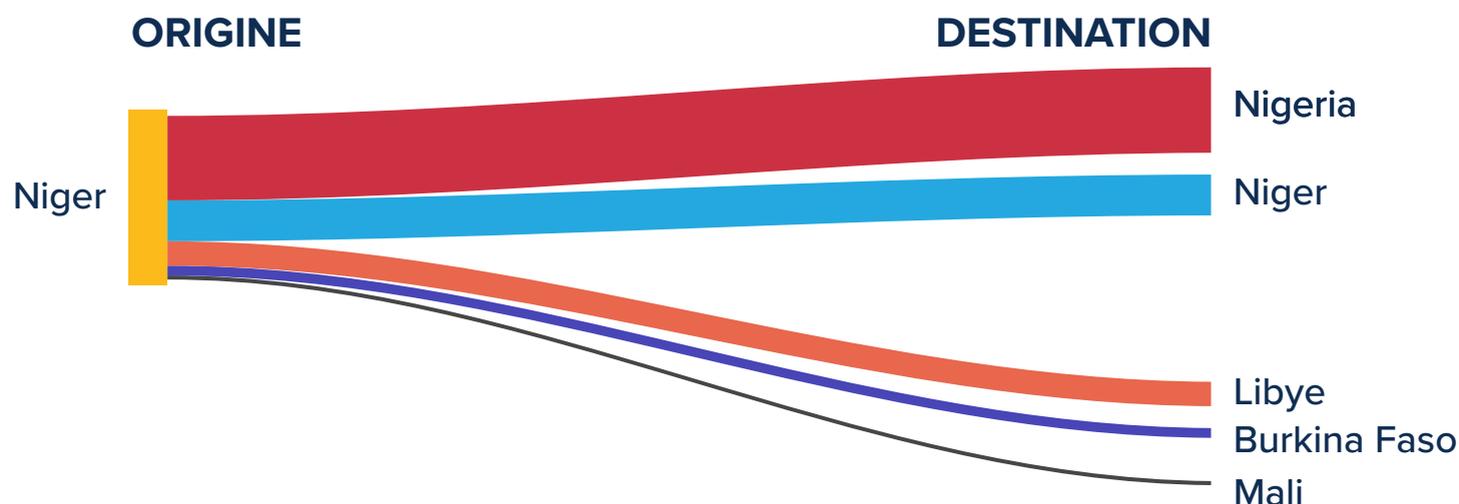
³⁵ "Migration Flows in West & Central Africa." *Displacement. International Organization for Migration*.

³⁶ Ibid.

³⁷ Le Niger se classe 30^{ème} sur la liste des pays avec le plus grand nombre de personnes déplacées et est plus loin dans le classement des nouveaux déplacements. Voir "Niger." *Internal Displacement Monitoring Center*, www.internal-displacement.org/countries/niger.

³⁸ "Niger." *The World Factbook, CIA*, www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ng.html.

Figure 1 : Flux migratoires en provenance du Niger, janvier 2017-septembre 2018



Source: Organisation internationale pour les migrations³⁹

le travail de maçonnerie que je faisais à Filingué et qui ne me rapporte pas beaucoup ».

Au Niger, où la majorité de la population dépend de l'agriculture pour sa subsistance⁴⁰, nombreux sont ceux qui migrent de façon saisonnière pour échapper aux périodes de sécheresse de plus en plus dévastatrices. Les personnes interrogées ont fait référence à la perte de leur emploi après la fin de la saison des pluies et la sécheresse qui s'ensuit. Pour certains, il est impossible de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille pendant une interruption saisonnière d'emploi – certains se trouvent même au bord de la famine⁴¹. Comme l'a expliqué une migrante de retour de Yaouré: « Après la saison des pluies, les gens n'ont plus de travail et à un moment même de quoi manger ». La migration permet aux individus d'envoyer de l'argent à leur famille ou de revenir avec des économies. Ceci est cohérent avec les recherches montrant que l'insécurité environnementale

conduit à la migration dans les sociétés agraires dans lesquelles l'économie dépend fortement des ressources environnementales⁴².

Le Niger demeure vulnérable et très exposé aux risques, notamment l'extrémisme violent, les changements démographiques, la rareté des ressources, et le changement climatique. Ces tendances peuvent avoir un influenceur de manière significative les tendances migratoires et compromettre la stabilité du pays. En décembre 2019 et janvier 2020, le Niger a subi certaines des attaques terroristes les plus meurtrières de son histoire récente, et selon l'Armed Conflict Location & Event Data Project, les attaques au Niger ont quadruplé⁴³. Alors que les déplacements depuis les zones touchées par les conflits augmentent⁴⁴, la perception d'insécurité peuvent également conduire à davantage d'émigration. Comme l'a fait remarquer le représentant d'une ONG, « le terrorisme gagne du terrain. Beaucoup vous diront

³⁹ "Migration Flows in West & Central Africa." *Displacement. International Organization for Migration*, displacement.iom.int/data-stories/migration-flows-west-central-africa

⁴⁰ Selon le World Factbook de la CIA, « l'agriculture représente environ 40% du PIB et fournit des moyens de subsistance à plus de 80% de la population. » Voir « Niger ». World Factbook, CIA.

⁴¹ "General Information on Niger." *SOS Children's Villages International*, www.sos-childrensvillages.org/where-we-help/africa/niger.

⁴² Shrestha, Sundar S., and Prem Bhandari. "Environmental Security and Labor Migration in Nepal." *Population and Environment*, 29, no. 1, 2007, pp. 25-38.

⁴³ Aksar. "Niger Army Base Attack Death Toll Rises to at Least 89: Security Sources."

⁴⁴ "Niger." *UNHCR Operational Portal Refugee Situations. UNHCR*, data2.unhcr.org/en/country/ner.

[qu'il vaut mieux] tenter sa chance que de rester mourir. » La croissance démographique exerce également une influence sur les moteurs de la migration. Le Niger a le taux de natalité le plus élevé au monde. La croissance rapide de la population du pays a accéléré la concurrence et restreint la répartition de ressources et de terres déjà limitées. La propagation de la pauvreté et des troubles qui en résulte devrait entraîner une augmentation des migrations⁴⁵.

Le Niger et la région du Sahel dans son ensemble se caractérisent par une augmentation de la sécheresse, de la désertification, et des inondations. Les dommages à l'environnement et l'absence de réponses efficaces en matière de gouvernance compromettent les perspectives économiques des populations et les poussent à migrer à la recherche de meilleures opportunités⁴⁶. Les personnes interrogées ont indiqué que les sécheresses étaient de plus en plus sévères en raison du changement climatique, ce qui a des répercussions dans tout le pays – augmentation de la pauvreté, problèmes de santé et de sécurité alimentaire, pénurie de ressources, conflits. Comme l'a fait remarquer un représentant d'une ONG, « L'agriculture est affaiblie par les aléas climatiques qui font qu'elle ne produit pas assez et les populations sont obligées de chercher des voies et moyens pour combler les déficits agricoles ».

Les problèmes de gouvernance tels que la faible capacité et le faible soutien de l'État, les inégalités économiques et la corruption aggravent la pauvreté et le caractère incertain de la disponibilité des ressources⁴⁷. Par exemple, un représentant d'une ONG a noté que les individus partent pour des raisons multiples et qui se chevauchent, y compris « une frustration générale due à une mauvaise gouvernance », expliquant que « le

« Personnellement, si quelqu'un m'avait informée de tous les risques qu'il y a dans ce voyage, je n'aurais pas pris la route, surtout avec mes enfants ».

- Une migrante de retour de Yaouré

manque d'opportunité, la mauvaise gouvernance, le manque d'espoir, les conflits et surtout les changements climatiques entraînant de grandes sécheresses poussent ces jeunes à quitter le pays ». Un migrant de retour de Filingué a tenu le gouvernement responsable de bon nombre des problèmes auxquels le pays est confronté, déclarant: « [Le gouvernement aurait pu empêcher la migration irrégulière] en assum[ant] leurs responsabilités en [créant pour nous des solutions alternatives] pour avoir des occupations, des emplois, et aussi nous sensibiliser sur les risques de l'immigration irrégulière ».

Les situations sécuritaire et de migratoire ont également entraîné des dépenses importantes, ce qui réduit les ressources disponibles pour l'investissement et aggrave les problèmes économiques souvent à l'origine du phénomène migratoire⁴⁸. Au cœur de la situation économique difficile du Niger se trouve l'instabilité politique et les bouleversements qui affligent le pays

⁴⁵ "High Birth Rates Are Causing Poverty in Niger." *Deutsche Welle*, Oct. 25, 2011, www.dw.com/en/high-birth-rates-are-causing-poverty-in-niger/a-15486353.

⁴⁶ Afifi, Tamer. "Economic or Environmental Migration? The Push Factors in Niger." *International Migration* vol. 49, 2011, pp. e95-e124.

⁴⁷ Turner, Matthew, and Molly S. Teague. *Trans-Saharan Labour Emigration from Niger: Local Governance as Mediator of Its Underlying Causes and Consequences*, Working Paper No. 16, Swedish International Center for Local Democracy, 2019, www.localizingthesdgs.org/library/606/Trans-Saharan-labour-emigration-from-Niger-Local-governance-as-mediator-of-its-underlying-causes-and-consequences.pdf.

⁴⁸ "Niger: Overview." *World Bank*, www.worldbank.org/en/country/niger/overview

■ **Les responsables de la sécurité et du gouvernement ferment souvent les yeux ou demandent des pots-de-vin aux migrants et aux passeurs aux postes de contrôle. À de nombreuses reprises, les forces de sécurité de l'État, les passeurs, et les réseaux criminels sont de mèche.**

depuis des décennies⁴⁹. En tant que tels, les déficiences de gouvernance et les migrations économiques sont inextricablement liées, et le manque de gouvernance continuera de menacer le progrès socio-économique. Non seulement des institutions de haute qualité sont nécessaires à la croissance et au développement, mais les travailleurs hautement et comme peu qualifiés sont plus susceptibles de quitter les pays dont les institutions sont défailtantes⁵⁰.

Bien que les moteurs de la migration dans la région soient largement reconnus, les pressions sociétales sont souvent négligées. Dans toute l'Afrique de l'Ouest, une culture de la migration s'est développée comme stratégie pour faire face à la pauvreté, à la sécheresse, ou aux conflits⁵¹. Compte tenu de la longue histoire migratoire du Niger, le phénomène est si profondément ancré dans certaines communautés qu'il est devenu une obligation pour certains jeunes – qui, s'il

n'est pas poursuivi, peut même être une source de honte. Les personnes interrogées à Tahoua ont fait remarquer que les autres membres de la communauté considèrent la migration comme un rite de passage pour les adolescents, car les familles ne sont pas en mesure de s'occuper des jeunes une fois adolescents. Un individu a mentionné que si un jeune homme ne migre pas, «... il sera la risée... pour le reste de sa vie ».

La migration n'est pas seulement perçue comme une obligation, mais aussi comme une source d'admiration. Une migrante de retour de Matamey a déclaré: «[ce qui m'a motivée à aller en Algérie, c'est] le fait d'entendre des histoires de gens qui sont partis et revenues avec une fortune et de voir des exemples de personnes qui envoient de l'argent à la maison à partir de là-bas ». Les attitudes et opinions positives à l'égard de la migration renforcent les aspirations à migrer, mais les attentes élevées ne sont pas encore alignées sur certaines des réalités négatives. Par exemple, une migrante de retour de Yaouré a déclaré: « personnellement, si quelqu'un m'avait informée sur tous les risques qu'il y a dans ce voyage, je n'aurais pas pris la route, surtout avec mes enfants ».

Ces conclusions exposent les principaux défis qui créent des conditions conduisant les individus à migrer – de façon saisonnière ou permanente – depuis le Niger. Afin d'élaborer des réponses politiques et programmatiques éclairées, il est essentiel de comprendre les moteurs de la migration et les conditions structurelles qui recourent les motivations individuelles. Bien que le phénomène migratoire dans la région ne soit pas nouveau, il existe une nette divergence entre ses réalités de plus en plus dangereuses et les normes sociétales profondément enracinées qui poussent les individus à migrer.

⁴⁹ "Bertelsmann Stiftung's Transformation Index Bertelsmann Stiftung's Transformation Index BTI 2018 Country Report Niger." *Bertelsmann Stiftung's Transformation Index*, 2018, www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2018/pdf/BTI_2018_Niger.pdf.

⁵⁰ Molenaar, Fransje, and Floor El Kamouni-Janssen. *Turning the Tide: The Politics of Irregular Migration in the Sahel and Libya*. Netherlands Institute of International Relations (Clingendael), Feb. 2017, www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/turning_the_tide.pdf.

⁵¹ "African Migration: Root Causes and Regulatory Dynamics (AMIREG)." *United Nations University*, unu.edu/projects/african-migration-root-causes-and-regulatory-dynamics-amireg.html.

Voyages dangereux à travers le Sahara

Bien que les facteurs décrits ci-dessus caractérisent le phénomène migratoire au Niger depuis des décennies, les dangers et risques rencontrés lors du voyage à travers le désert se sont accrus en raison de l'adoption de la loi relative au trafic illicite de migrants. En accord tacite avec le gouvernement, ces routes étaient auparavant cooptées par les élites tribales – principalement les Touaregs – afin de maintenir la stabilité dans le nord⁵².

Aujourd'hui, de nombreux aspects de la migration ont été criminalisés ou découragés du fait de cette loi. Par exemple, à la suite de l'intervention de l'État, il n'existe plus de compagnies de bus assurant le trajet au-delà d'Agadez et les ghettos de migrants et les convois sont de plus en plus soumis à la répression du gouvernement⁵³. Les migrants recourent plutôt souvent à des passeurs pour le transport à travers le Sahara. Ainsi que l'a exprimé un migrant de retour de Filingué :

« quand j'ai quitté Filingué, j'ai [mis] deux semaines pour arriver en Libye. Nous [prenons] le bus pour aller à Agadez. Une fois à Agadez, après deux jours, nous entrons dans de gros camions qui transportent les migrants et nous sommes escortés par les forces de défense et de sécurité jusqu'à la frontière à Madama. À partir de la frontière, ce sont les passeurs de Libye qui viennent nous chercher car ce sont eux qui connaissent les [routes] fraud[uleuses] ».

À chaque étape du voyage, les migrants nigériens sont victimes d'abus, de violence, et d'exploitation. Il n'existe pas de données fiables concernant le nombre de personnes décédées dans ces environnements et conditions impitoyables. Des milices armées, des bandits, et des trafiquants sévissent dans le désert et s'en prennent aux caravanes de migrants. Un migrant de retour de Niamey a mentionné le fait qu'une milice avait

■ **Les défis et les risques pour la sécurité ne prennent pas fin une fois que les migrants ont atteint leur destination finale.**

Les migrants de retour ont fait référence à la xénophobie, au racisme, et à l'insécurité dont ils ont été les victimes en tant que migrants et obligeant leur retour

attaqué et extorqué de l'argent à des membres de sa caravane, emporté leurs biens, et tué sans discernement certaines personnes devant le groupe. Un autre migrant de retour de Say a déclaré :

« J'ai été vendu comme une marchandise, torturé. Un jour, j'attendais un taxi pour rentrer chez moi quand une voiture a surgi et des hommes sont descendus et m'ont forcé à monter dedans. (...). Nos ravisseurs nous ont demandé une rançon de 100.000 francs pour notre libération. ... Si tu avais de quoi payer ou quelqu'un à contacter pour venir payer, tu étais sauf. Dans le cas contraire, ils te frappaient, j'en ai vu un se faire tuer même, ou bien ils te livraient aux policiers pour te rapatrier. J'ai pu appeler un de mes amis qui était tailleur qui a accepté de payer pour moi. Ils m'ont vendu à un homme pour 75.000 francs et ce dernier m'a amené en ville où mon ami lui a versé 150 dinars pour me libérer ».

⁵² Turner and Teague. "Trans-Saharan Labour Emigration from Niger."

⁵³ Ibid.

LES FEMMES MIGRANTES : LA FÉMINISATION DE LA MIGRATION AU NIGER

Depuis les 20 dernières années, et en particulier dans le centre du Niger, les femmes nigériennes migrent plus fréquemment⁵⁴. Par exemple, en novembre 2019, les femmes représentaient 20% des migrants, contre 14% un an auparavant⁵⁵. Certaines femmes de retour ont mentionné avoir quitté le Niger pour rejoindre des membres de leur famille déjà à l'étranger ; d'autres être des mères célibataires ayant migré pour subvenir aux besoins de leurs enfants et envoyer de l'argent chez elles. Il existe des variations régionales: un représentant d'une ONG a noté: « À Tahoua, l'une des régions de migration par excellence, tous les hommes partent après la saison des pluies. Par contre, à Zinder, dans le département de Kantché, ce sont les femmes qui prennent les enfants [et] vont en Algérie ou en Libye pour mendier pendant que les hommes sont à la maison et attendent le retour de leurs femmes »⁵⁶.

À toutes les étapes de la migration, les femmes sont particulièrement vulnérables. Les femmes de retour ont indiqué qu'elles-mêmes ou d'autres migrantes qu'elles connaissaient ont été victimes de violence, de harcèlement, de prostitution forcée et d'exploitation sexuelle au cours de leur voyage. Comme l'a fait remarquer une femme de retour de Niamey: « d'autres femmes avec [lesquelles] on a voyagé ont souffert de la faim par manque de provisions, d'argent [et n'étaient pas en mesure de] communiquer avec leur famille, ce qui fait qu'elles étaient vulnérables à la prostit[ution] ».

Si elles sont en mesure de rentrer chez elles, les femmes sont également confrontées à des défis distincts lorsqu'elles tentent de se réintégrer socialement et économiquement. Par exemple, un représentant d'une ONG a noté: « à Kantché (Zinder), les femmes qui partent en Algérie, quand elles reviennent, on dit qu'elles sont parties se prostituer, donc elles donc rejetées ». Une autre femme de retour de Yaouré a pu rentrer à Agadez mais, n'ayant pas les fonds nécessaires pour terminer son voyage de retour, y est restée bloquée, sans abri et sans emploi. Ainsi qu'elle l'a dit: « depuis mon retour à Agadez, je n'ai pas de toit où dormir (...). Nous n'avons même pas de quoi manger. Parfois, ce sont les gens qui viennent à la mosquée qui nous donnent l'aumône. (...). Je recherche également un emploi et j'espère qu'avec l'argent qu'on aura, on pourra payer notre transport pour rentrer chez nous à Yaouré ».

Une autre femme migrante de Yaouré a mentionné qu'à Agadez, les femmes migrantes sont souvent victimes d'agressions sexuelles et de viols. Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'Homme des migrants a noté avec préoccupation que cette vulnérabilité s'était aggravée à la suite de l'adoption de la loi susmentionnée⁵⁷. La prise en compte de cette dynamique de genre unique est non seulement essentielle dans l'élaboration d'une réponse migratoire holistique et fondée sur les droits de l'Homme dans le pays, mais également impérative pour garantir le respect des droits de l'Homme et une démocratie inclusive au Niger.

⁵⁴ Cependant, la majorité des migrants sont des hommes. Voir Turner and Teague. "Trans-Saharan Labour Emigration from Niger"; Report of the Special Rapporteur on the Human Rights of Migrants, OHCHR, 16 May 2019. A/HRC/41/38/Add.1.

⁵⁵ Niger – Flow Monitoring Report (November 2019). IOM, migration.iom.int/reports/niger-%E2%80%94-flow-monitoring-report-29-november-2019.

⁵⁶ De la même façon, 76% des Nigériens renvoyés d'Algérie sont des femmes de la région de Zinder. Voir *Visit to the Niger – Report of the Special Rapporteur on the Human Rights of Migrants*, OHCHR, 16 May 2019, ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/41/38/Add.1.

⁵⁷ *Visit to the Niger – Report of the Special Rapporteur on the Human Rights of Migrants*, OHCHR, 16 May 2019.

■ La loi relative au trafic illicite de migrants a un impact significatif sur la gestion des migrations. Les migrants de retour ont exprimé leur frustration à l'égard de cette loi, arguant du fait qu'il s'agit d'une réponse intransigeante qui ne tient pas compte des réalités associées à la migration ni des conséquences imprévues de la loi.

Outre le risque de violence, les migrants souffrent de conditions difficiles et de mauvais traitements de la part des passeurs ou d'autres acteurs malveillants. Un migrant de retour de Filingué a déclaré: « avant d'arriver dans la capitale (Tripoli), les passeurs nous ont cachés dans des maisons pour qu'on ne sorte pas et [éviter de leur causer] des problèmes. (...) les passeurs nous enferm[aient] dans des maisons pendant trois à quatre jours sans manger ». Un rapatrié de Filingué a relaté son voyage: « quand nous avons pris le chemin, à peine 10 kilomètres après notre départ d'Arlit, nous avons été attaqués par des bandits. Ils ont pris notre argent et nos provisions ».

Les responsables de la sécurité et du gouvernement ferment souvent les yeux ou demandent des pots-de-vin aux migrants et aux passeurs aux postes de contrôle. À de nombreuses reprises, les forces de sécurité de l'État, les passeurs, et les réseaux criminels sont de mèche. Au niveau national, les réseaux criminels et de contrebande sont en collusion avec les élites politiques nationales. La politique peut être financée par diverses formes de trafic d'argent⁵⁸. La complicité de l'État dans la migration irrégulière entraîne par inadvertance la migration en rendant sapant les institutions⁵⁹.

Interactions des migrants avec les communautés d'accueil, retour, et réintégration

Les défis et les risques pour la sécurité ne prennent pas fin une fois que les migrants ont atteint leur destination finale. Les personnes interrogées ont le plus souvent évoqué leur temps de travail en Libye, qui est depuis longtemps une destination pour les migrants africains à la recherche d'un emploi. Les migrants de retour ont fait référence à la xénophobie, au racisme, et à l'insécurité dont ils ont été les victimes en tant que migrants et obligeant leur retour. Un migrant de retour de Niamey a déclaré: « [vous devez] aussi comprendre que les Arabes en Libye sont vraiment racistes. Ils n'aiment pas du tout les Noirs et les considèrent comme des esclaves ». Le traitement des migrants en Libye s'est aggravé, en particulier pour ceux qui sont pris dans des tentatives de traverser la mer Méditerranée. Ces individus sont détenus et soumis à des violences, des agressions sexuelles, et des meurtres⁶⁰.

En tant que tels, d'énormes dangers sont associés au voyage et au séjour dans les communautés d'accueil. Pourtant, le désir de progrès économique et d'emploi, combiné aux réussites partagées dans leurs communautés d'origine, a semblé étouffer tous les avertissements de dangers potentiels. De telles anecdotes illustrent à la fois l'immense risque que certaines personnes sont disposées à prendre pour lutter contre leur situation économique difficile, et le niveau dangereusement faible de sensibilisation aux menaces associées au voyage migratoire et à certaines communautés d'accueil.

Lorsque les migrants rentrent chez eux, ils sont souvent confrontés à des stigmates et à des défis importants pour leur réintégration économique et sociale. Certains migrants de retour sont incapables de trouver un emploi ou se retrouvent coincés à différentes étapes de leur voyage car ils ne disposent

⁵⁸ Turner and Teague. "Trans-Saharan Labour Emigration from Niger."

⁵⁹ Ibid.

⁶⁰ Raikes, Elinor. "What Migrants Face in Libya." Interview by Steve Inskeep, *Morning Edition*, NPR, 5 July 2019, www.npr.org/2019/07/05/738860232/what-migrants-face-in-libya.

pas de suffisamment d'argent pour rentrer dans leur communauté d'origine. Les migrants de retour manquent de structures de soutien ou de fora pour guérir de l'expérience traumatisante de leur migration, et en conséquence se sentent stigmatisés par leurs propres communautés et même leurs familles, croyant que personne ne peut ou ne veut comprendre leurs expériences.

Au cours des entretiens, les personnes interrogées ont évoqué le fait que les perceptions de la communauté – et la stigmatisation – envers les migrants de retour dépendaient de leur succès économique. Alors que certains migrants ont estimé qu'ils étaient loués pour leur bravoure, d'autres se sont rendu compte du fait qu'ils étaient perçus comme un fardeau car rentrés les mains vides. Un représentant d'une ONG a noté que « beaucoup ont [reçu une aide] financi[ère] pour leur départ et [ceux qui ont contribué au financement] attendent un retour de leur financement. Du coup, les [migrants de retour] ont cette honte sociale et n'arrivent pas à rester et cela touche de nombreux jeunes du Niger. »

Lorsque les migrants de retour rentrent chez eux avec des perspectives d'emploi limitées, cela grève les ressources gouvernementales déjà faibles. Un responsable du gouvernement a déclaré que « les migrants de retour ont plus un impact négatif que positif. Ils [augmentent] les problèmes d'assainissement, ils font augmenter le taux de chômage et les besoins d'investissements publics. La plupart des [migrants de retour] ont été ramenés de force. De ce refoulement se dégage une certaine frustration et c'est vraiment ça qui nous crée des problèmes souvent ». Les migrants de retour, quant à eux, estiment souvent que le gouvernement fait peu pour les aider à se réintégrer. Comme l'a dit un représentant d'une ONG, « L'un des plus grands défis est la réinsertion. (...). [Il y a une] absence de vraies politiques pour leur réinsertion ».

Migration and gouvernance

Le soutien populaire aux institutions démocratiques est élevé au Niger. Cependant, la performance du gouvernement est insuffisante en ce qui concerne la fourniture de services de base et la gestion des migrations. Les migrants de retour ont indiqué que le gouvernement ne s'intéresse que peu, ou ne prend que rarement en compte les opinions de ses citoyens, sans parler des populations marginalisées telles que les jeunes, les femmes, et les migrants. L'efficacité fait également défaut au niveau local. Étant donné la lenteur du processus de décentralisation, les Nigériens ne connaissent pas les prérogatives des autorités locales et ne sont donc pas en mesure de leur demander des comptes⁶¹.

Indépendamment du défi politique, il existe des preuves irréfutables que les lacunes de la gouvernance influent sur la probabilité que les personnes migrent. Une gouvernance faible ou défaillante fournit les conditions de base qui interagissent ensuite avec les motivations individuelles pour aboutir à une migration en réponse. Fuir la persécution ou l'oppression et chercher une vie meilleure ailleurs ne s'excluent pas nécessairement mutuellement. Pour répondre au phénomène migratoire et y faire face, les cadres de gouvernance existants doivent être élargis pour gérer de nouvelles formes de mobilité humaine et améliorer la résilience des migrants, ainsi que de ceux qui ont choisi de ne pas migrer⁶².

Gestion des migrations

Le Niger n'a pas de politique ou de stratégie nationale en matière de migration⁶³, mais la loi relative au trafic illicite de migrants a un impact significatif sur la gestion des migrations. Les migrants de retour ont exprimé leur frustration à l'égard de cette loi, arguant du fait qu'il s'agit d'une réponse intransigeante qui ne tient pas

⁶¹ "BTI 2018 Country Report: Niger." *Bertelsmann Stiftung's Transformation Index*, 2018, www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2018/pdf/BTI_2018_Niger.pdf.

⁶² Warner, Koko. "Global Environmental Change and Migration: Governance Challenges." *Global Environmental Change*, vol. 20, no. 3, 2010, pp. 402-413

⁶³ "Niger: Human Rights Protection Must Be Central to Migration Policies, Says Expert." OHCHR, www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23709&LangID=E.

compte des réalités associées à la migration ni des conséquences imprévues de la loi. Un migrant de retour de Filingué a déclaré :

« D'une part, les responsables gouvernementaux nous font du mal. Quand nous partons, ils ne nous facilitent pas le voyage car nous ne pouvons pas avoir facilement les papiers nous permettant d'aller dans les pays étrangers. [De plus,] les forces de l'ordre nous rackettent trop sur le chemin. D'autre part, ils nous aident. Quand nous sommes refoulés ou rapatriés, ils nous apportent une assistance pour rentrer à la maison ».

Un représentant d'une ONG a noté :

« Un certain nombre de mesures ont été prises [par le gouvernement] visant à gérer [la migration irrégulière]. [Cependant,] ces mesures, selon l'orientation qu'elles donnent, peuvent avoir des conséquences inverses. Comme le fait d'interdire le transport de migrants : [cela] crée des problèmes économiques dans certaines régions comme Agadez, [et] augmente le problème du chômage [et] de pauvreté des populations ».

En outre, il semble y avoir des niveaux de compréhension extrêmement bas de la loi ainsi que des risques qui en découlent. La société civile et les acteurs gouvernementaux ont souligné les succès qu'ils avaient constatés avec leurs campagnes de sensibilisation. Un membre d'une agence gouvernementale nationale a déclaré que « [L'agence] a mené beaucoup de campagnes de sensibilisation et de formation à l'endroit aussi bien des magistrats, des officiers de police judiciaire et des populations. On a également fait des débats radio-télévisés des sketches pour répondre aux effets de la migration ».

■ Alors que le processus de décentralisation se poursuit, une meilleure gouvernance locale pourrait représenter une opportunité d'améliorer la gestion des ressources, la prestation de services, et la participation politique.

Bien que certaines initiatives – comme celles citées ci-dessus – existent, de nombreux intervenants estiment qu'elles ne sont tout simplement pas suffisantes. Un migrant de retour a déclaré que « les autorités ne communiquent pas avec les communautés [au sujet des politiques migratoires] ». D'autres migrants de retour ont noté qu'avant de prendre la décision de partir, ils n'étaient pas conscients des dangers de la migration irrégulière. Un autre représentant d'une ONG a émis l'hypothèse que le manque de sensibilisation aux dangers associés à la migration était dû à la « méfiance » dans les politiques publiques de l'État : « l'État essaie de leur donner une perspective, mais beaucoup préfèrent retourner tenter leur chance souvent au prix de leur vie ».

Les migrants de retour ont exprimé leur volonté de partager leurs expériences et d'avertir les autres des dangers et des risques de la migration irrégulière. Avant de partir, certains migrants de retour savaient que les conditions seraient désastreuses, mais pensaient qu'accroître leur niveau de vie compenserait ces problèmes.

SNAPSHOT : COMMENT AMPLIFIER LES VOIX DES MIGRANTS

Les voix des migrants eux-mêmes sont souvent négligées dans le discours national et international relatif à la migration. En partenariat avec le projet Azadi, l'IRI a formé des migrants de retour du Niger aux médias numériques et aux communications multimédias pour leur donner les compétences et fournir une plateforme pour partager leurs histoires⁶⁴.



Au cours de la formation, Biba, une participante, a partagé son histoire et expliqué le fait qu'elle avait laissé son fils de trois ans derrière elle car elle craignait qu'il ne survive pas au voyage. Elle fut emmenée à la frontière libyenne dans une voiture par un trafiquant d'êtres humains, voyageant sans arrêt pendant des jours dans un véhicule bondée à travers le désert, sans nourriture ni eau.

À la suite de cet atelier, les participants ont amélioré leur capacité à partager leurs expériences et leurs besoins avec les autorités locales. Équipés de leur confiance et de leurs compétences nouvellement acquises, plusieurs participants ont partagé leurs expériences avec les principaux acteurs gouvernementaux après l'atelier. Selon un participant, « le projet m'a vraiment aidé à apprendre à exprimer mes opinions. Depuis l'atelier, le directeur des programmes du ministère de l'Immigration à Tahoua m'a invité à partager mes expériences à travers un dialogue communautaire et à répondre aux questions des participants ».

Un autre participant a depuis rencontré le maire de son village ainsi que le représentant du ministre de l'Environnement pour partager ses expériences sur sa migration en Libye et proposer des recommandations sur la manière dont le gouvernement peut aider les Nigériens à rester dans leur pays plutôt que de partir pour chercher un emploi ailleurs. « J'apprécie vraiment la formation. Je me sens important parce que je suis impliqué dans de nombreuses activités et j'ai récemment été choisi comme président des jeunes qui sont rentrés de Libye ».

Un troisième bénéficiaire a organisé et participé à un débat radio sur la migration, diffusé à Tahoua et dans les villages environnants. De nombreuses personnes ont appelé la radio pendant l'émission pour poser des questions sur son expérience migratoire et les risques liés à la migration à travers le désert. Le projet a non seulement fourni un espace sûr aux migrants pour partager ouvertement leurs expériences de migration, mais a également aidé à connecter les migrants de retour avec leurs représentants gouvernementaux ».

⁶⁴ Sadek, Dina, et al. "In Their Own Words: A Digital Media Project in Niger Amplifies Migrant Voices." *Democracy Speaks*, International Republican Institute, 20 Aug. 2019, www.democracyspeaks.org/blog/their-own-words-digital-media-project-niger-amplifies-migrant-voices.

Maintenant, ils estiment que si quelqu'un les avait suffisamment informés des dangers, ils n'auraient pas migré. Comme l'a déclaré un migrant de retour de Filingué :

« Oui, j'ai [discuté de mon expérience de migration]. Même aujourd'hui j'ai discuté (...) avec des amis qui ont l'ambition d'émigrer. Je leur ai fait comprendre les risques parce que rien qu'avant-hier, un de nos amis a été assassiné là-bas. Je suis intéressé de le faire pour susciter une prise de conscience, parce que dans un pays étranger un migrant n'est pas libre de mouvoir, de s'exprimer lorsqu'il émigre dans des conditions irrégulières. Il y a aussi les difficultés qu'on rencontre pendant le voyage. [Parfois], vous n'arrivez même pas à destination, beaucoup meurent avant d'arriver ».

Des campagnes de sensibilisation aux réalités de la migration – ainsi qu'aux implications de la loi relative au trafic illicite de migrants – sont essentielles pour disséminer l'expérience des migrants et dissiper tous les mythes entourant le voyage. Cependant, ces efforts ont des limites. Dans certaines circonstances, les migrants peuvent être conscients des risques mais toujours disposés à prendre d'immenses risques dans l'espoir d'améliorer leur vie et celle de leur famille – et peuvent considérer que de tels risques méritent d'être affrontés en raison de la situation dramatique dans leur pays. Comme l'explique une femme de retour : « s'il y avait des opportunités et des emplois ici, je n'aurais jamais le Niger pour aller dans un nouveau pays pour y être traitée comme une esclave. Pourquoi est-ce que quelqu'un risquerait sa vie si ce n'était pas par nécessité absolue ?⁶⁵ ». En fin de compte, une gestion des migrations efficace, sûre, et démocratique doit aller au-delà des mesures sécuritaires et reposer sur le respect des droits de l'Homme et de l'État de droit, ou risque d'aggraver le problème.

Gouvernance locale et participation politique

Alors que le processus de décentralisation se poursuit, une meilleure gouvernance locale pourrait représenter une opportunité d'améliorer la gestion des ressources, la prestation de services, et la participation politique. Indubitablement, le niveau local affecte fortement et est affecté par la migration. Un représentant des autorités locales, membre de l'Observatoire communal des migrations à Agadez, a déclaré que « l'arrivée de migrants dans la ville a un impact sur les ressources, la sécurité, le respect des usages, et l'environnement socio-économique de la ville. Le cadre n'est pas assez bien maîtrisé pour en faire un impact positif ». Le départ d'individus peut également entraver la production agricole et d'autres formes de développement économique dans les communautés locales⁶⁶.

Pourtant, la migration a également des effets positifs pour les autorités locales, qui bénéficient indirectement de l'argent que les migrants envoient et des revenus et des compétences supplémentaires des migrants de retour⁶⁷. L'argent envoyé peut réduire la pauvreté, favoriser l'esprit d'entreprise, et stimuler l'économie locale. Les migrants de retour – en particulier ceux qui ont réussi financièrement à l'étranger – influencent ou participent souvent aux processus politiques formels et informels et aux programmes de développement. En conséquence, l'émigration est généralement perçue favorablement par les autorités locales⁶⁸.

Les autorités locales peuvent également jouer un rôle déterminant dans l'atténuation de la migration irrégulière et dangereuse ainsi que dans la réintégration des migrants de retour en menant des activités de sensibilisation, résoudre les conflits et les différends, coordonner l'aide des ONG et de l'État, et distribuer terres et autres

⁶⁵ "Meet Biba Souley, a Migrant Returnee in Niger," YouTube, uploaded by the Azadi Project, 2 June 2019, www.youtube.com/watch?v=OMKUPbfpixE.

⁶⁶ Turner and Teague. *Trans-Saharan Labour Emigration from Niger*. 2019, www.localizingthesdgs.org/library/606/Trans-Saharan-labour-emigration-from-Niger-Local-governance-as-mediator-of-its-underlying-causes-and-consequences.pdf

⁶⁷ Ibid.

⁶⁸ Ibid.

ressources⁶⁹. Les migrants de retour ont mentionné un fort désir de s'engager avec le gouvernement et d'être impliqués dans le processus de prise de décision dans leurs communautés, que ce soit par le biais d'un plaidoyer ciblé ou par le biais de structures participatives. Les migrants de retour veulent également aider à formuler des solutions à certains des défis les plus urgents, y compris la migration. Comme l'a expliqué un migrant de retour de Filingué :

« Je souhaite personnellement être impliqué dans les processus de prise de décision pour faire valoir mes opinions et nos besoins afin de trouver des solutions à nos problèmes. (...). Pour être impliqué, il faut que nous ayons une organisation formelle à travers laquelle nous allons désigner nos représentants pour exprimer nos points de vue et besoins dans les instances de prise de décisions ».

Il existe une occasion importante de tirer parti des attitudes positives à l'égard de la démocratie pour progresser vers le renforcement d'une gouvernance réactive.

Les migrants de retour ont mentionné un éventail d'idées sur la manière de s'impliquer – l'un d'eux a même mentionné le fait qu'il aimerait se présenter aux élections. Au-delà de l'engagement direct avec le gouvernement, les personnes interrogées ont suggéré la mise en place de structures participatives formelles ou informelles pour amplifier la voix des citoyens et des migrants de retour, notamment par le biais d'associations, de discussions politiques, et d'initiatives concernant la migration irrégulière et la réintégration. Un représentant d'une ONG a déclaré : « pendant la crise Libyenne, dans chaque commune, il [existait] un comité de gestion des [migrants de retour] dans lequel un représentant des rapatriés siège[ait] pour faire entendre leur voix ».

Les personnes interrogées ont également exprimé leur intérêt à s'engager dans des initiatives de plaidoyer ou à établir des liens avec des ONG pour s'assurer du fait que leurs voix soient entendues par le gouvernement. Un migrant de retour de Tahoua a déclaré qu' « il faut mener des actions de plaidoyers, et influencer sur les politiques de l'État en matière de bonne gouvernance, créer des entreprises, faciliter l'accès au fonds de garantie, créer et équiper des centres des jeunes ». La voix des communautés locales doit également être entendue au niveau national et le renforcement de la coordination nationale-locale est particulièrement important dans la lutte contre la migration. Comme l'a dit un représentant d'une ONG :

« [Les migrants de retour ne sont pas entendus parce qu'ils] ne sont pas eux-mêmes organisés en une organisation digne de ce nom pour se faire entendre. Pour que leur relation avec le gouvernement change, premièrement, vous avez les organisations de la société civile qui sont en quelque sorte les porte-voix des couches les plus marginalisées. Elles doivent jouer un rôle très important dans la défense des intérêts des [migrants de retour]. Elles doivent aussi avoir des projets d'accompagnement pour ces [migrants de retour] pour qu'ils puissent parler et faire entendre leur voix. Il faut le faire avec eux pour qu'eux aussi à un moment puissent porter leur voix. Dans l'élaboration de la politique [migratoire], l'État doit parler avec les [migrants de retour] pour prendre en compte leurs besoins. »

⁶⁹ Ibid.

CONCLUSION

Alors que le Niger a une longue expérience de la migration, ces dernières années, la situation des migrants s'est considérablement détériorée, avec une augmentation du harcèlement, de la violence, des abus, de la traite, et même du nombre de meurtres. Les lacunes de gouvernance sont un facteur sous-jacent clé qui crée les conditions qui motivent les individus à partir. Cela est une préoccupation urgente: si la migration n'est pas gérée de manière sûre et démocratique, le Niger pourrait sombrer dans l'instabilité et la violence.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations ci-dessous sont conçues pour offrir des points d'entrée programmatique et des orientations politiques pour les organisations, les fonctionnaires, et les exécutants travaillant à relever les défis importants découlant de la migration irrégulière au Niger. Les recommandations représentent une première étape vers l'utilisation des résultats de la recherche évoquée dans ce rapport pour développer des stratégies fondées sur des données afin de travailler sur les questions de gouvernance et de migration. Ces recommandations se concentrent spécifiquement sur la manière dont une gouvernance démocratique améliorée peut être mise à profit pour développer des stratégies inclusives afin de relever le défi de la migration.

Recommandation 1 :

1 Les bailleurs internationaux, les autorités nationales et locales au Niger, et les acteurs de la société civile devraient accorder la priorité aux programmes de gouvernance adaptés en tant que solution centrale à la migration. Cela comprend l'amélioration de la consultation directe des citoyens, en particulier au niveau local, dans la prise de décision pour mieux comprendre les besoins des jeunes, des migrants de retour, et des autres populations marginalisées.

68% de la population nigérienne sont des jeunes ou des enfants de moins de 25 ans⁷⁰. Étant donné le fait que les jeunes ne sont pas seulement une population démographique clé dans le pays, mais également une partie importante de la population migrante, il est essentiel de placer les jeunes au centre du processus décisionnel. Les entretiens ont révélé un manque d'appropriation locale des défis qui ont persisté et émergé à la suite de la migration. Les initiatives d'engagement communautaire devraient se concentrer sur la collecte systématique de données sur l'expérience migratoire et permettre une discussion entre les migrants et les autorités locales centrée sur l'interaction entre la migration et la gouvernance. Ces initiatives devraient également chercher à s'attaquer aux causes profondes et aux conditions qui conduisent aux départs.

Recommandation 2 :

2 Les politiciens – et en particulier les candidats aux élections générales de 2020 – devraient intégrer les questions de migration dans leurs plates-formes électorales afin de favoriser l'inclusion politique et lutter contre le caractère irrégulier croissant de la migration.

⁷⁰ "Niger." *The World Factbook*, CIA, 1 Feb. 2018, www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ng.html.

Alors que le Niger se prépare à une transition historique du pouvoir, il est essentiel de prendre en compte les voix des populations vulnérables, y compris celles des migrants de retour, à mesure que les plates-formes de campagne se développent à l'approche de la transition politique. Un sous-entendu récurrent dans les entretiens était la perception qu'ont les migrants de l'indifférence manifestée par les politiciens. Les acteurs de la société civile devraient engager et former les candidats aux élections aux meilleures pratiques pour développer des messages efficaces et inclusifs afin de traiter efficacement les problèmes de migration. Ces acteurs devraient également servir de lien entre les politiciens et les migrants de retour afin d'ouvrir des voies d'engagement et de compréhension.

Recommandation 3 :

3 Les acteurs de la société civile devraient amplifier les voix des populations marginalisées et des migrants de retour par le biais des plates-formes médiatiques numériques et traditionnelles afin de permettre à ces personnes de défendre leurs besoins, de changer l'opinion publique à leur égard, et de contribuer à leur réintégration socio-politique. Cela devrait inclure des mesures de confiance visant à améliorer la communication entre les migrants de retour et les autorités locales.

Les migrants de retour ont indiqué qu'ils n'étaient pas conscients des risques accrus associés à la migration, en particulier après l'adoption de la loi relative au trafic illicite de migrants. Il est donc impératif que les acteurs de la société civile élargissent les canaux de communication par lesquels des informations peuvent être partagées sur la réalité de la migration. Ces initiatives aideraient les migrants de retour à s'engager et à traiter des expériences traumatisantes, à amplifier leur voix auprès de publics locaux et internationaux, et à ouvrir des possibilités d'engagement communautaire direct.

Recommandation 4 :

4 Les acteurs internationaux et locaux de la société civile devraient doter les autorités locales de compétences en formulation de politiques pour répondre aux besoins uniques d'une population mobile – y compris les migrants et leurs relations familiales et sociales.

Les personnes interrogées ont noté que les responsables gouvernementaux sont actuellement mal équipés pour répondre à la myriade de besoins des migrants, y compris la fourniture de services. À cette fin, les acteurs internationaux et locaux de la société civile devraient dispenser des formations sur des sujets tels que la planification stratégique, l'analyse de scénarii, la sensibilisation des citoyens, et la gestion des ressources. Ces formations devraient être soigneusement adaptées aux populations à risque et aux migrants de retour, ainsi qu'à leurs familles et amis et répondre à la marginalisation socio-économique à laquelle ils sont confrontés. Il s'agit notamment de s'attaquer aux conditions qui conduisent les individus à partir, d'atténuer les dangers pendant le voyage, et d'aider à faciliter la réintégration socio-politique afin de favoriser la cohésion sociale et l'inclusion politique.

Recommandation 5 :

- 5** | Les acteurs de la société civile devraient travailler aux côtés des dirigeants communautaires pour renforcer le projet de cohésion sociale mené localement et la réintégration socio-politique des populations de retour.

Au cours du processus de réintégration, les migrants de retour doivent s'adapter au nouveau contexte social et faire face à différents niveaux d'acceptation et de volonté des communautés à accepter ces migrants de retour. Étant donné le fait que les projets de réintégration efficaces nécessitent souvent un haut niveau de confiance, les acteurs de la société civile devraient s'associer à des faiseurs d'opinion informels et formels influents au niveau communautaire pour favoriser la cohésion sociale et réintégrer les migrants de retour. Ces individus sont souvent les mieux placés pour identifier les tendances au sein de leurs communautés, comprendre les tensions, et mobiliser les gens pour soutenir des préoccupations communes.

Recommandation 6 :

- 6** | Le gouvernement nigérien devrait faciliter un processus de révision participative de la loi n° 2015-36 relative au trafic illicite de migrants et solliciter la participation de migrants et autres parties prenantes locales afin d'en informer d'éventuelles réformes ou amendements.

Un certain nombre d'idées tirées des entretiens mettent en évidence les effets de ladite loi, qui n'a pas réussi à s'attaquer aux moteurs de la migration. Un processus d'examen participatif et consultatif permettrait d'incorporer les commentaires de ceux qui sont la cible de la législation affectant la migration et de ceux qui en ressentent les effets, dans le but d'élaborer une politique plus réactive qui s'attaque aux causes profondes de la migration.

Recommandation 7 :

- 7** | Les politiques et programmes relatifs à la migration devraient tenir compte du déséquilibre de genre dans les tendances migratoires et de la stigmatisation spécifique à laquelle font face les femmes migrantes.

Notre recherche a mis en lumière le large éventail de normes locales de genre liées à la migration. Dans certains cas, les hommes sont responsables de la migration et des revenus à l'étranger, mais dans d'autres cas, les femmes vulnérables deviennent les seuls soutiens de famille et migrent ainsi pour gagner leur vie. Toutes les politiques et programmes relatifs à la migration aveugles au genre échoueront probablement étant donné la grande variation régionale des normes de genre entourant la migration. En tant que telles, les interventions devraient intégrer des analyses relatives au genre et la dimension de genre pour déterminer leurs effets sur la migration et les normes de genre.

Outre la variation régionale des normes de genre, les femmes migrantes sont confrontées à des couches supplémentaires de stigmatisation associées à la migration – les migrants de retour ayant évoqué le fait qu'elles étaient jugées sévèrement par leurs communautés, forcées à se prostituer, ou victimes d'autres circonstances vulnérables. La société civile, le gouvernement, et les autres acteurs devraient concevoir des programmes visant à déconstruire les normes de genre et la stigmatisation en soutenant la cohésion sociale, la tolérance, et l'inclusion.

International Republican Institute

IRI.org

@IRI_Polls

P: (202) 408-9450

E: info@iri.org

